

Rwanda

## PARIS MENACE D'INTERVENIR À KIGALI

## Une initiative d'application difficile

La France est prête à intervenir avec ses principaux partenaires européens ou africains pour faire cesser les massacres au Rwanda : à l'issue de son audition devant la commission des affaires étrangères, mercredi, Alain Juppé a révélé les grandes lignes de la nouvelle initiative française face au drame que traverse le Rwanda. Une initiative qui intervient après des semaines de silence, alors que Paris est critiqué de tous côtés pour son engagement de longue date auprès du régime du président défunt Juvénal Habyarimana. L'intervention française évoquée par le ministre des affaires étrangères serait envisagée en cas de poursuites des massacres, ou bien si l'accord de cessez-le-feu conclu mardi en marge de l'OUA à Tunis entre les deux belligérants n'était pas respecté.

Les modalités d'une telle intervention n'ont cependant pas été évoquées pour l'instant. On ignore également quels pays européens ou africains seraient disposés à participer à une telle opération. Au-delà, un problème essentiel demeure : on voit mal comment la France pourrait intervenir directement dans ce conflit alors que



À l'hôpital de la Croix-Rouge de Kabgayi. La France a longtemps soutenu un régime fondé sur la terreur et l'exclusion à caractère ethnique. (Photo Gamma.)

l'une des parties en présence, le Front patriotique rwandais (FPR) a jusqu'à présent toujours refusé une intervention française, exigeant notamment qu'aucun contingent français ne participe à la Minuar élargie, la nouvelle mission de l'ONU dont on attend toujours la mise en place.

« La France n'a jamais soutenu une ethnie rwandaise », déclare Alain Juppé dans un point de vue paru jeudi dans *Libération*. Pourtant, c'est précisément le soutien inconditionnel français à un régime fondé sur la terreur et l'exclusion à caractère ethnique qui vaut à Paris aujourd'hui d'être

déconsidéré auprès du mouvement rebelle et des opposants hutu. L'arrivée de militaires français au Rwanda, si l'intervention française envisagée par Alain Juppé prenait forme, risquerait ainsi de poser de sérieuses difficultés alors que ces mêmes militaires étaient particulièrement actifs au pays des mille collines jusqu'en décembre 1993. Le retrait des troupes françaises était d'ailleurs une des conditions du FPR lors de la signature des accords de paix d'Arusha dont l'application a été freinée par le président Habyarimana.

Si une intervention directe de la France semble particulière-

ment délicate en raison des implications passées, Paris peut néanmoins peser sur les événements du Rwanda. En mettant en cause « la volonté délibérée des milices actives dans les zones gouvernementales », le chef de la diplomatie française a désigné des responsables. En réclamant le jugement des principaux commanditaires du génocide, il laisse entendre que ceux-ci pourraient être poursuivis. Une pression salutaire bien qu'un peu tardive auprès de ceux qui se sont targués du soutien de la France pour agir en toute impunité.

Maria MALAGARDIS

## COMMENTAIRE

## Deux poids, deux mesures

■ La France est prête à intervenir au Rwanda, a annoncé Alain Juppé, si l'entreprise d'extermination en cours n'est pas stoppée. Deux mois et demi après le déclenchement d'un véritable holocauste, cela peut paraître bien tardif. Mais devant l'urgence, l'initiative est forcément bienvenue : toutes les énergies doivent se mobiliser pour sauver les êtres humains qui peuvent encore l'être.

Le chef de la diplomatie française a posé quelques objectifs de la politique française au Rwanda : nécessaire réconciliation des Rwandais, exclusion des criminels – et de ceux qui les ont mandatés – des négociations sur l'avenir du pays, soutien massif aux modérés des deux camps, partage du pouvoir entre Hutu et Tutsi comme seule condition d'une paix durable.

Comment ne pas songer, à l'analyse officielle française d'un autre conflit, celui de la Bosnie. La situation bosniaque est-elle si radicalement différente qu'il ne faille envisager que la séparation des communautés et le partage du territoire ? Pourquoi exclure des né-

gociations politiques les criminels au Rwanda et négocier directement avec eux en Bosnie ? Pourquoi prôner la réconciliation au Rwanda et la croire impossible en Bosnie, du moins à horizon visible ? Pourquoi, surtout, prôner le partage du pouvoir chez l'un et le partage du territoire chez l'autre ? Le plan serbe de nettoyage ethnique a toujours eu pour objectif de chasser les non-Serbes des territoires conquis, en recourant certes à la terreur. Mais celui des extrémistes hutu a bel et bien été la destruction totale – enfants compris – de l'autre ethnique et des hutu éclairés qui auraient été tentés de négocier. Une blessure autrement indélébile.

Il est vrai qu'au Rwanda, la force militaire est aujourd'hui du côté des rebelles tutsi et que l'on a peu entendu la France ces dernières semaines quand la force semblait du côté du pouvoir, allié de la France. Et en Bosnie, en prônant le partage, on ménage Belgrade et Moscou sans considération excessive pour les populations supposées pourtant premières concernées.

Béatrice TOULON